

T107_ Travaux d'implantation de la Maison des Aidants sur le site de la
CPAM d'Armentières

Cahier des Clauses Techniques Communes

MAÎTRISE D'OUVRAGE:

Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres

6 rue des Nieulles

59000 ARMENTIERES

MAÎTRISE D'OEUVRE:



26 rue Faidherbe

59200 TOURCOING

tim_architecture@me.com

SIRETEC ingénierie

Ingénierie Agence Nord

60 rue Clément Ader

59118 WAMBRECHIES

SOMMAIRE

1.GÉNÉRALITÉS.....	4
1.1.Présentation générale.....	4
1.2.Observations sur la rédaction des pièces écrites.....	4
1.3.Description du site.....	4
1.4.Liste des lots.....	5
1.5.Contenu des ouvrages.....	5
2.DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
2.1.Contraintes réglementaires générales.....	6
2.2.Normes et règlements.....	6
2.3.Document et plans joints.....	6
2.4.Plans d'exécution des ouvrages.....	7
3.RESPONSABILITÉS DES ENTREPRISES.....	8
3.1.Qualité des travaux - finitions.....	8
3.2.Coordination interentreprises.....	8
3.3.Garanties : Assurances.....	8
3.4.Qualification.....	8
3.5.Bureau de contrôle et contrôleur de sécurité.....	8
3.6.Agrément des matériaux - Prototypes - Ouvrages témoins.....	8
3.7.Essais et épreuves - Fiches d'autocontrôle.....	9
3.8.Nettoyages.....	9
1.Nettoyage de Chantier (Zone de Travaux).....	9
2.Nettoyage Avant Réception.....	9
3.9.Connaissance des lieux – Remise en état des abords.....	10
3.10.Échafaudages – Étaisements - Protections.....	10
3.11.Préchauffage.....	10
3.12.Réservations, percements, scellements incorporations.....	10
3.13.Implantations.....	11
3.14.Réception des supports, protection des ouvrages.....	11

4.TRAVAUX PRÉPARATOIRES.....	11
4.1.PSPS.....	11
4.2.Déclaration d'intervention d'ouverture de chantier.....	11
4.3.Prise de possession du chantier.....	12
4.4.Installation de chantier	12
4.5.Contraintes spécifiques d'exécution.....	12
3.Sécurité – Isolement de chantier :.....	12
4.Limitation des nuisances :.....	13
5.Connaissance des lieux.....	13
5.QUALITÉ DES OUVRAGES.....	13
6.GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER:	14
7. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GÉNÉRALE.....	14
8.DOE / DIUO (CLAUSES COMMUNES C.C.A.P.).....	14
9.COMPTE PRORATA	14

1. Généralités

1.1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le présent document concerne la description clauses communes dans le cadre des travaux d'implantation de la Maison des Aidants sur le site de la CPAM d'Armentières.

Chaque intervenant est censé également avoir pris connaissance des Spécifications Particulières à chaque lot pour exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à sa spécialité (Confère Cahier des Clauses Techniques Particulières).

1.2. OBSERVATIONS SUR LA RÉDACTION DES PIÈCES ÉCRITES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) forment un tout qui, avec les plans et documents joints au dossier d'appel d'offres et de marché, se complètent réciproquement.

Les plans et le CCTP définissent un ouvrage et ses performances.

Après signature du marché, l'entrepreneur ne pourra faire état d'une quelconque discordance, d'une imprécision, ou de l'absence d'un ou plusieurs documents annexés au présent dossier et énumérés au présent CCTC.

Toutes discordances éventuelles existantes entre les différentes pièces constituant le dossier devront être confirmées par une note annexe, signalant les éventuelles contradictions, jointe à la soumission de l'entreprise.

Tous les détails de construction complètement décrits ou non, font partie intégrante du prix global, pour réaliser une construction saine et robuste, conforme aux normes - règlements - décrets et arrêtés - documents et avis techniques en vigueur

S'il subsistait, après la signature de son Marché, quelques omissions ou erreurs dans les CCTC et CCTP, l'entrepreneur sera tenu de les réparer et d'exécuter sans supplément de prix, les travaux indispensables à la terminaison des bâtiments, par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre

Les côtes, les dimensions, les sections, les quantités, les références sont données à titre indicatif dans les pièces et documents du dossier Marché. Elles doivent être vérifiées par l'entrepreneur et précisées dans les documents, plans et calepins d'exécution établis par l'entreprise pendant la période de préparation de chantier.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient éventuellement soulever certaines dispositions des plans et documents du dossier Marché, seraient exécutées conformément aux décisions du Maître d'Œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global des marchés. Ces décisions seront confirmées par des avenants techniques.

L'entrepreneur doit, dans le cadre de son prix forfaitaire contractuel, tous les travaux accessoires suivant les règles de l'Art du bâtiment, et la réglementation en vigueur en matière de sécurité incendie, de telle sorte que les ouvrages terminés remplissent parfaitement leur destination.

L'entrepreneur déclare avoir pris connaissance de toutes les parties du devis descriptif et avoir compris, dans sa soumission tous les travaux de sa profession pouvant en résulter, même si certains de ces travaux ne sont pas mentionnés dans la ou les parties qui traitent le plus particulièrement des travaux de son lot, à moins que ces travaux n'aient été explicitement affectés à l'entrepreneur titulaire d'un autre lot.

Il déclare, en outre, avoir été informé que le devis descriptif n'a pas un caractère limitatif et avoir compris dans sa mission, à la seule exception de ceux qui sont explicitement affectés à l'entrepreneur titulaire d'un autre lot, tous les travaux de sa profession indispensable à l'achèvement complet, suivant les règles de l'Art, de l'ensemble des constructions désignées.

1.3. DESCRIPTION DU SITE

L'Entrepreneur se reportera au plan de situation joint pour connaître l'emplacement exact des ouvrages à exécuter.

Outre la description et la localisation des travaux à réaliser, le présent document contient des prescriptions qui complètent les obligations et dispositions définies par les règlements locaux et par les documents de référence.

1.4. LISTE DES LOTS

Le marché sera dévolu en lots séparés, développés suivant la liste suivante :

- Lot n°1 : Aménagements intérieurs
- Lot n°2 : Peinture Sol souple
- Lot n°3 : Électricité
- Lot n°4 : Chauffage Ventilation Plomberie

1.5. CONTENU DES OUVRAGES

Outre les ouvrages repris dans les spécifications techniques, l'offre inclut les prestations suivantes :

- Les études et les plans d'exécution des ouvrages (P.E.O.),
- Les travaux préparatoires,
- Le contrôle géométrique des implantations et la réception des supports,
- Les installations de chantier pour les besoins personnels et matériels,
- Les plans d'hygiène et de sécurité,
- Les contrôles de fabrication nécessaires,
- La fourniture d'échantillons,
- Les assurances nécessaires,
- Les frais de transport de matériel,
- Les moyens de déchargement de levage et d'échafaudage et toutes sujétions de sécurité dues à la hauteur,
- Le stockage sur le chantier sous la responsabilité de l'Entrepreneur,
- La protection de ces ouvrages (protection mécaniques...),
- La protection contre le vol,
- Les plans de recollement,
- Le nettoyage régulier et l'évacuation à la décharge de tous les éléments impropres à une utilisation du lot de l'Entrepreneur concerné,
- Les sources d'énergie pour la réalisation de ses ouvrages. **La CPAM mettra à disposition gracieusement les accès à l'eau et à l'électricité.**
- Les sujétions dues à la présence d'autres corps d'état, ou sous-traitants
- La réfection des voiries et réseaux publics et privés partiellement démolis par nécessité d'exécution de tout ou partie des ouvrages,
- Tous les frais de chantier : Frais d'installation, entretiens, consommables... Frais compte prorata,
- Le respect du rapport du Bureau de Contrôle,
- Les dispositifs de sécurité, (balisage des zones travaux, protection des travailleurs) selon rapport et exigences du Contrôleur de Sécurité.

2. Documents contractuels

2.1. CONTRAINTES RÉGLEMENTAIRES GÉNÉRALES

Le projet devra être conforme aux dispositions du CCTG et à l'ensemble des réglementations en vigueur et notamment:

- La norme NRA (Nouvelle Réglementation Acoustique),
- La réglementation accessibilité.

2.2. NORMES ET RÈGLEMENTS

Toutes les fournitures et mise en œuvre des ouvrages devront être conformes :

- A l'ensemble des lois décrets, règlements administratifs et documents techniques unifiés D.T.U. en vigueur à la date de remise des offres des lots correspondants à chaque lot.
- Aux normes AFNOR. En l'absence de telles normes, les procédés et matériaux non traditionnels devront avoir obtenu les Avis Techniques C.S.T.B. et être mis en œuvre aux conditions d'agrément.
- Justification au concepteur de la fourniture des matériaux satisfaisant aux normes, marque NF, ou à défaut, marque de la qualité professionnelle. Pour les matériaux faisant l'objet d'exigences spécifiques (degré coupe-feu, coefficient lambda ...) une photocopie du P.V. d'essai en laboratoire agréé sera fournie avant approvisionnement, à l'organisme de contrôle technique.
- Aux recommandations de Chambres Syndicales ou professionnelles.
- Aux règlements de sécurité.
- Aux conditions et instructions émanant de :
 - Pompiers,
 - Hygiène,
 - Services communaux,
 - APF,

Ces documents sont censés être connus et sont contractuels bien que non joints.

Outre la description et localisation des travaux à réaliser, le présent document contient des prescriptions qui complètent les obligations et dispositions définies par les spécifications générales annexées et par les documents de référence.

2.3. DOCUMENTS ET PLANS JOINTS

La mission de la Maîtrise d'œuvre est une mission de base au sens de la loi MOP ne comporte pas l'EXE.

La production, des notes de calculs nécessaires à la réalisation, aux dimensionnements, à la résistance et au bon fonctionnement des ouvrages, des plans d'exécution des ouvrages, des spécifications techniques détaillées des ouvrages et notes de calculs sont à charge des entreprises

Les plans joints à ce dossier n'ont que valeur de plan guide.

Les études et mises au point d'exécution P.E.O. sont à la charge de chaque entrepreneur.

Les plans de principe généraux de l'ouvrage, joints au présent dossier seront complétés par les plans d'exécution chantier et notes de calculs établis par des BET qualifiés. Ces plans d'exécution et de détails et les notes de calculs chantier sont à charge des entreprises concernées avant toute exécution d'ouvrage, et devront parvenir en deux exemplaires pour approbation au Maître d'Œuvre d'une part, au Bureau de Contrôle d'autre part, au minimum deux semaines avant l'exécution de l'ouvrage correspondant.

Les Entreprises des lots, concernés par la sécurité incendie, devront fournir, avant le démarrage des travaux, les plans, notes de calculs et fiches techniques de performances au feu, des matériaux qui seront utilisés.

L'ouvrage correspondant ne pourra être réalisé qu'à réception par l'entrepreneur des plans dûment approuvés par l'Architecte et le Bureau de Contrôle. Les plans de détails d'exécution chantier de chaque entreprise, seront établis en collaboration avec l'ensemble des entrepreneurs désignés pour les autres travaux en tenant compte des exigences de réservations et de mise en œuvre de leurs ouvrages. Les mises au point des plans et détails d'exécution avec leurs conséquences ne sauraient en aucun cas justifier des suppléments aux prix et quantités du marché forfaitaire.

Les prestations seront conformes à tous les documents et plans joints au présent appel d'offres.

L'Entrepreneur reste seul responsable de ses ouvrages, des notes de calculs et dessins nécessaires à la bonne exécution de son travail.

Durant la période de préparation du chantier, chaque entrepreneur sera tenu de fournir ses plans d'exécution et de les soumettre avant tous travaux à l'approbation du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle.

Ces documents seront établis en exemplaires suffisants pour approbation du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Bureau d'étude, Bureau de contrôle.

Ces documents porteront également sur :

- Le plan de sécurité.
- Le plan d'installation de chantier.
 NOTA : Aucune intervention ne pourra être effectuée sans accord sur ces documents par le coordonnateur de sécurité et du Maître d'Ouvrage.
- Les plans de réservation, percement, fourreaux, feuillures...
- Le planning.

2.4. PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES

Les plans d'exécution des ouvrages (EXE) des lots, dessins et calepins de chantier sont à la charge de l'entreprise, chacune pour tous les corps d'état.

Après visa de la Maîtrise d'œuvre et approbation du Bureau de Contrôle, ces documents seront diffusés au Maître d'Ouvrage et classés en vue de la constitution du dossier DOE.

L'entreprise doit prendre en compte dans son planning d'intervention du délai dont disposent le maître d'œuvre et le bureau de contrôle pour examiner les documents transmis.

Les entrepreneurs concernés devront, à partir des plans établis par la maîtrise d'œuvre, réaliser leurs plans d'exécution et les transmettre, pour accord, au maître d'œuvre, leurs plans de chantier, d'ateliers et établir les commandes de matériels. Elles devront également établir les nouveaux plans d'exécution en cas de modifications.

Les plans à l'échelle minima de 2 cm/m seront complétés par des coupes de détails à l'échelle de 5 ou 10 cm/m et seront conformes aux Normes NFP 02.001 à 02.025. Pour apprécier ces documents, l'Entrepreneur adressera au maître d'œuvre la liste complète des matériaux, matériels, appareillages et fournitures diverses qu'il envisage d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les caractéristiques techniques détaillées et l'adresse des fabricants et constructeurs retenus pour chacun des matériaux et matériels.

Après modifications éventuelles et agrément du Maître d'œuvre et approbation du Bureau de Contrôle, les différents plans seront reproduits par les entreprises en nombre suffisant suivant les indications du Maître d'œuvre. Chaque entrepreneur déposera à titre permanent dans le local des réunions de chantier un exemplaire des plans de fabrication approuvés et veillera à ce que la série soit complète et mise à jour.

Tous travaux engagés sans l'approbation du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre seront refusés jusqu'à l'approbation de ceux-ci par ce dernier.

3. Responsabilités des entreprises

3.1. QUALITÉ DES TRAVAUX - FINITIONS

Pour l'ensemble des ouvrages concernés, chaque entrepreneur devra apporter un soin particulier à la bonne exécution de ses ouvrages.

Toute exécution ne donnant pas satisfaction au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Œuvre sera refusée, démolie et refaite au frais de l'entreprise titulaire.

3.2. COORDINATION INTERENTREPRISES

La coordination inter-entreprise sera assurée par la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise sera tenue de fournir aux autres entreprises toute information nécessaire à la bonne exécution et mise en œuvre de ses ouvrages.

Cette coordination se fera soit par courrier, soit en réunion de coordination de chantier et repris en compte rendu de chantier.

3.3. GARANTIES : ASSURANCES

Chaque entrepreneur sera responsable du dimensionnement, de la stabilité et du bon fonctionnement des ouvrages neufs et existants.

Chaque Entrepreneur assurera les garanties de parfait achèvement, de bon fonctionnement et la garantie décennale ou biennale conformément à la législation en vigueur.

Cette garantie devra être couverte par une police individuelle de base.

Il souscrira toutes les assurances nécessaires à ce sujet et transmettra les attestations correspondantes en cours de validité avant tout début de travaux :

- Responsabilité civile
- Attestations d'assurances

L'entrepreneur prendra une assurance spécifique pour la réalisation d'ouvrage sortant des règles traditionnelles.

Les garanties de parfait achèvement seront constituées par l'obligation de faire pendant la période de garantie la remise en ordre de tout ou partie des ouvrages détériorés suite à des causes directes ou indirectes. Cette remise en état peut consister en la réparation ou le remplacement des dits ouvrages défectueux.

3.4. QUALIFICATION

Chaque Entrepreneur devra avant tout début de travaux justifier de sa qualification et de celle de ses éventuels sous-traitants.

3.5. BUREAU DE CONTRÔLE ET CONTRÔLEUR DE SÉCURITÉ

L'Entrepreneur devra se conformer aux rapports correspondants joints au présent dossier d'appel d'offres qui font partie intégrante du marché.

3.6. AGRÉMENT DES MATÉRIAUX - PROTOTYPES - OUVRAGES TÉMOINS

Les matériaux, système et produits utilisés pour réaliser les travaux devront posséder un Avis Technique du C.S.T.B.

Les matériaux nouveaux sur lesquels le C.S.T.B a établi un cahier des charges d'agrément et de réception, doivent posséder les qualités exigées par ledit cahier des charges.

L'Entrepreneur est tenu de fournir à l'Architecte, à sa demande des échantillons de tous les matériaux et fournitures.

Pour les matériaux élaborés, il sera toujours présenté, à l'Architecte, un ouvrage témoin en vraie grandeur avant mise en fabrication

3.7. ESSAIS ET ÉPREUVES - FICHES D'AUTOCONTRÔLE

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de toute nature afférents aux épreuves et essais qui seront demandés pendant ou après l'exécution des travaux

Les essais In Situ seront effectués conformément aux règles prescrites par le Maître d'Œuvre ou le Bureau de Contrôle, les essais de laboratoire, si nécessaires, seront effectués suivant les prescriptions indiquées dans les normes françaises.

Des essais et vérifications d'autocontrôles de fonctionnement, seront effectués par les entreprises en vue de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations.

Ces essais, concernant les installations techniques et les installations des fluides pour le chantier considéré, seront réalisés conformément aux fiches types de contrôle technique COPREC. Les éventuels frais découlant de ces essais seront toujours inclus dans les remises de prix des entreprises.

3.8. NETTOYAGES

1. NETTOYAGE DE CHANTIER (ZONE DE TRAVAUX)

Chaque entreprise devra laisser le chantier (zones de travaux, espaces de stockage) propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution de ses travaux. Chaque entreprise aura donc la charge de l'évacuation de ses déchets jusqu'aux bennes de stockage mises en place par le Lot 01 – Aménagements intérieurs.

Après exécution de ses travaux, chaque Entrepreneur devra le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de celui-ci. Ces nettoyages seront effectués au moyen de produit appropriés de manière à ne pas altérer ses ouvrages, ni ceux des autres corps d'état.

Le nettoyage en cours de travaux dans les zones en travaux sera exécuté quotidiennement par chaque entreprise. Tout manquement signalé sera sanctionné.

Avant chaque réunion hebdomadaire de chantier les Entreprises chargées de réaliser les travaux seront tenues de nettoyer le chantier. En cas de manquement à cette clause l'Entreprise chargée des installations de chantier assurera les nettoyages nécessaires, les frais seront supportés par les entreprises défaillantes.

Les décombres et chutes de matériaux seront évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux par chaque entreprise à l'origine de ces déchets de chantier, il ne sera pas admis de stockages importants de gravats en attente d'évacuation sur le chantier.

Le brûlage sur place de matériaux, emballages, etc. est formellement interdit.

Le nettoyage des voiries privées et publiques sera réalisé régulièrement et une aire de lavage des véhicules de chantier sera installée par l'Entreprise chargée des installations de chantier.

En cas de défaillances dans les nettoyages, le Maître d'Œuvre fera de plein droit effectuer les travaux nécessaires, aux frais et torts des entreprises défaillantes concernées. Cette clause s'applique également aux nettoyages des abords environnants les zones d'interventions des entreprises, et les installations de chantier.

2. NETTOYAGE AVANT RÉCEPTION

Chaque entreprise procédera au nettoyage des locaux et appareils installés au fur et à mesure de son intervention.

Le nettoyage final avant réception est à la charge du lot Sol Souple _ Peinture, en ce qui concerne l'intérieur du bâtiment.

A ce titre, les entreprises devront le nettoyage complet des bois, vitres, menuiseries, verrières, appareils sanitaires, etc...

Les étiquettes et autocollants seront retirés. Les sols ou revêtements muraux seront détachés. Ce nettoyage sera effectué par un personnel qualifié.

Les entreprises devront livrer les ouvrages en parfait état de propreté, le jour de la réception de chaque phase de travaux.

3.9. CONNAISSANCE DES LIEUX – REMISE EN ÉTAT DES ABORDS

Les Entrepreneurs seront réputés connaître les lieux et avoir tenu compte dans leurs offres de toutes les difficultés d'accès, d'exécution et des servitudes et ne pourront se prévaloir d'aucun supplément pour mener à terme leurs travaux. En cas de dégradations des ouvrages environnant les limites de mitoyenneté du chantier, dues au fait d'une entreprise travaillant sur le chantier, ou d'un tiers intervenant pour le compte d'une Entreprise travaillant sur le chantier, la restitution des dits ouvrages dans l'état où ils se trouvaient avant travaux sera à la charge de l'entreprise responsable du sinistre.

L'entreprise titulaire du lot principal (lot 01 Aménagements intérieurs) aura à sa charge avant le démarrage des travaux l'établissement d'un constat d'état des lieux de la zone des travaux et de ses abords. Ce constat sera soumis à validation de la MOE et du MOA.

En fin de chantier, l'Entreprise chargée de réaliser les installations de chantier aura à charge la remise en état, à l'identique de l'existant avant travaux, des abords à l'emplacement des interventions, et des installations de chantier.

3.10. ÉCHAFAUDAGES – ÉTAIEMENTS - PROTECTIONS

Tous les échafaudages, étalements, et protection de sécurité, nécessaires à la réalisation du projet sont à charge des entreprises, à savoir les dispositifs de protection contre les chutes du personnel et contre les chutes et projections d'outils et de matériaux, garde-corps, filets, harnais, lignes de vie, etc..., ainsi que les dispositifs de protection des câbles électriques.

Les entreprises sont tenues de se renseigner auprès des services compétents de façon à intervenir sur un site où les câbles sous tension sont protégés ou neutralisés avec signalement des travaux en cours sur l'organe de coupure. Les accès en hauteur à des postes de travail devront se faire obligatoirement par un échafaudage de pied conforme à la réglementation.

3.11. PRÉCHAUFFAGE

Les sujétions de préchauffage sont réputées être prises en compte dans les offres de prix du lot 01 et comprendront les locations et l'installation des corps de chauffe nécessaires, les raccordements électriques de ces corps de chauffe sur les branchements provisoires à l'intérieur du chantier, les frais de consommation en énergie.

3.12. RÉSERVATIONS, PERCEMENTS, SCELLEMENTS INCORPORATIONS

Sauf indications contraires dans la suite du descriptif, les percements et bouchements de réservations dans les ouvrages existants, et dans tous les ouvrages légers de Second Œuvre sont à charge des Entreprises qui en auront besoin. Les Entreprises doivent s'assurer que les percements à réaliser dans les ouvrages ne présentent aucun risque quant à la stabilité et à la tenue dans le temps des dits ouvrages.

Chaque Entrepreneur est tenu d'informer, en temps utiles et pendant la période de préparation, les autres intervenants sur les dimensions et positions exactes des réservations à réaliser et fourreaux ou garnitures à incorporer dans les ouvrages béton à créer et nécessaires à ses travaux. Il devra fournir à ce titre, en temps utiles, ses plans cotés d'implantations de réservations, de fourreaux ou garnitures, aux Entreprises chargées de réaliser les réservations et incorporations.

Les fourreaux et garnitures qui devront être incorporées dans les ouvrages béton à couler, seront fournis par les Corps d'état intéressés qui en vérifieront les dispositions de mise en œuvre avant coulage, et les vérifications de bonne réalisation immédiatement après le décoffrage des bétons.

Les entreprises qui réalisent des ouvrages dans lesquels sont demandées des réservations ou des incorporations de fourreaux et garnitures, sont tenues de réaliser ces ouvrages, sous réserve que les plans cotés d'implantation en aient été fournis en temps utiles.

Les rebouchements des trémies de réservation de section supérieures à 25/25cm dans les ouvrages béton incombent au lot 01, les rebouchements de toutes les autres trémies de réservation incombent aux Entreprises qui sont à l'origine de la demande des réservations.

En cas de retard dans la remise des documents ou de mauvaises implantations dues à une erreur de plans de réservations, l'Entreprise qui a fourni les plans en retard ou erronés supportera les frais de percement des réservations aux bons endroits et de rebouchement des trémies non utilisables.

Les plans des canalisations câbles et gaines encastrés devront être affichés en permanence sur le chantier. Les Entreprises devant exécuter des percements ou des scellements à proximité de canalisations ou câbles électriques, devront s'informer auprès des entreprises concernées pour en connaître le repérage et la nature exacte, avant toute intervention.

3.13. IMPLANTATIONS

L'implantation des axes principaux et des axes des Bâtiments sera réalisée à charge de l'Entreprise titulaire du lot 01.

De manière générale la prise en charge de l'implantation des différents ouvrages se fera en conformité avec le cahier des charges D.T.U. applicable pour chaque catégorie d'ouvrages concernée.

3.14. RÉCEPTION DES SUPPORTS, PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque Entreprise est tenue de réceptionner les supports sur lesquels elle doit intervenir.

Le fait pour une Entreprise de démarrer les travaux sans observations préalables, consignées par écrit ou mentionnées sur le procès-verbal de Compte Rendu de Réunion de Chantier, vaut acceptation sans réserves, par ladite entreprise, des supports qui lui ont été livrés.

Chaque Entreprise reste responsable de ses ouvrages et de leur protection pendant toute la durée du chantier jusqu'à la Réception des Travaux Tous Corps d'Etat.

4. Travaux préparatoires

4.1. PPSPS

En application du décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 portant intégration de la sécurité et organisation en matière de sécurité et protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de Génie civil, l'entreprise sera chargée d'établir son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) de son lot et d'en diffuser les documents au Coordonnateur de Sécurité désigné par le Maître d'ouvrage.

Pour ce faire, le Coordonnateur de Sécurité établit le Plan Général de Coordination (P.G.C.) annexé au présent dossier d'appel d'offres.

Chaque entreprise titulaire d'un ou plusieurs lots du présent marché établira et fournira son propre plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) au coordonnateur SPS désigné par le Maître d'ouvrage dans les délais maximum suivant :

- Pour tous les corps d'état : Au plus tard 8 jours calendaires avant la date effective du démarrage des travaux de son corps d'état prescrite par l'ordre de service
- Pour les sous traitants ayant fait l'objet de la procédure de désignation et dûment acceptés par le Maître d'ouvrage, les mêmes délais que ceux énoncés ci-dessus sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur mandataire restant seul responsable du suivi de cette procédure

4.2. DÉCLARATION D'INTERVENTION D'OUVERTURE DE CHANTIER

Une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux sera à fournir obligatoirement 10 jours avant la date des travaux.

Les entreprises sont tenues d'établir les formulaires type d'ouverture de chantier et les diffuser auprès des services et concessionnaires publics (Assainissement, Télécom, EDF, GDF, Eaux, Ville, etc ...).

Les déclarations seront établies sur le modèle de formulaire type établi par l'administration concernée et conforme à la circulaire du 30.10.79.

En cas de non demande, les travaux peuvent être immédiatement interrompus.

4.3. PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

Chaque Entrepreneur sera censé avoir pris connaissance de la situation du projet, s'être rendu sur place, des lieux d'exécution des travaux, de leur importance et des difficultés éventuelles liées à leurs réalisations, de même que des accès et de toutes les sujétions d'environnement.

Un état des lieux sera établi contradictoirement avant tout début d'intervention.

Un Procès Verbal accompagnant cet état des lieux reprendra la liste exhaustive de l'état initial du site et de son environnement; ce constat pourra être accompagné de photographies.

Ce constat sera signé par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et tous les entrepreneurs.

4.4. INSTALLATION DE CHANTIER

Les installations de chantier communes et propres à chaque entreprise seront conformes aux spécifications du PGC SPS et du CCAP. Les entreprises sont tenues de s'y référer.

Les installations comprennent :

- Le bureau de chantier,
- La salle de réunion,
- Les locaux du personnel,
- Les sanitaires y compris leurs alimentations et évacuations,
- Les clôtures de chantier,
- Les stockages,
- Les branchements de chantier en eau potable, électricité et téléphone, y compris maintenance et repli,
- Les évacuations en eaux usées et eaux pluviales des installations de chantier, y compris maintenance et repli,
- Les protections collectives,
- L'éclairage du chantier, y compris maintenance et repli,
- Les accès de chantier,
- La mise en place d'une surveillance du chantier,
- La mise en place des bennes et sacs à gravats, y compris maintenance, renouvellement, contrôle et repli,
- Le nettoyage de chantier,
- Le panneau de chantier.

Les installations communes de chantier seront à la charge du lot 1.

L'entreprise de ce lot pourra proposer des installations de type bungalow ou des installations provisoires à l'intérieur de la CPAM. Cette proposition sera détaillée dans son offre.

4.5. CONTRAINTES SPÉCIFIQUES D'EXÉCUTION

3. SÉCURITÉ — ISOLEMENT DE CHANTIER :

Des dispositions particulières seront prévues sur les limites du chantier.

Ces dispositifs sont :

- Fermeture totale du chantier (emprise bâtiment, cantonnement, stockage) par rapport au reste du site.
- Mise en place d'une clôture de 2 mètres minimum de haut opaque toute hauteur. Les accès seront également pourvus de portails opaques.
- Signalisation de chantier : aux abords et en périphérie du chantier.

L'entretien de la clôture est à la charge de l'entreprise principale et ce durant toute la période de chantier.

4. LIMITATION DES NUISANCES :

Les entreprises seront tenues de limiter les nuisances durant le chantier :

- Poussières : Toutes les dispositions seront prises pour éviter la dissipation des poussières
- Déchets : Enlèvement régulier des déchets et bâchage des bennes.
- Bruit : emploi de matériel adapté au travail en présence de publics aux étages. Les démolitions se feront exclusivement par sciage. L'usage d'outils type marteau piqueur ou BRH est formellement interdit.
- Les entreprises programmeront les interventions trop bruyantes en horaires décalés (avant 07h et après 18h en semaine ou le WE)
- La continuité de l'activité de la CPAM devant être assuré, les travaux nécessitant des coupures électriques se feront également en horaires décalés. Celles-ci seront planifiées et organisées en amont avec la MOE et la MOA.

5. CONNAISSANCE DES LIEUX

Les Entrepreneurs seront réputés avoir pris connaissance des lieux, avoir tenu compte dans leurs offres de prix de toutes les difficultés d'accès, d'exécution et des servitudes et ne pourront se prévaloir d'aucun supplément pour mener à terme leurs travaux.

L'entrepreneur déclare avoir obtenu tous les renseignements sur les servitudes de tous ordres propres à l'emplacement et aux propriétés et voiries mitoyennes, avoir recueilli également tous les renseignements utiles et avoir déposé les Déclarations d'Intention de Travaux, auprès des services publics (P.T.T., Ponts et Chaussées) nationalisés (E.D.F.- G.D.F) municipaux et concédés (Voirie-Eau - etc).

5. Qualité des ouvrages

Les appareils devront :

- Avoir une estampille de qualité ou un certificat de qualité délivré par un organisme officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe.
- Avoir les marquages CE et NF.
- Être garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée.
- Être agréés par les Services Publics ou par les Sociétés concessionnaires lorsque ces organismes ont un droit de contrôle sur les installations du Maître de l'ouvrage.
- Être livrés et stockés jusqu'à mise en œuvre sur le chantier dans leurs emballages d'origine.
- Être stockés dans les conditions définies par le fabricant.
- Être munis de leurs étiquettes d'origine.
- Être présentés au Maître d'œuvre avant l'ouverture des emballages.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire analyser par un laboratoire officiel, aux frais de l'entrepreneur, tout matériau ou tout appareil qui paraîtra suspect ou qui ne serait pas conforme aux présentes spécifications.

L'entrepreneur choisira ses matériels de façon à obtenir une standardisation en utilisant pour une même installation le nombre le plus réduit de séries et de types.

6. gestion des déchets de chantier:

En application des articles 36.2.1 et 36.2.2, le titulaire a obligation de transmettre au cours de la période de préparation du marché, un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) précisant la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets et les moyens humains mobilisés à cet effet.

Le titulaire précisera l'identité de la personne responsable des déchets et les mesures de sensibilisation du personnel. Le titulaire devra également fournir tous les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier

7. clause environnementale générale

En application de l'article 20.2 du C.C.A.G., le titulaire du présent lot devra soumettre à la maîtrise d'œuvre les mesures et actions environnementales qu'il mettra en œuvre au cours du chantier concernant au minimum :

- La tenue de la propreté du chantier et de ses abords
- La gestion des nuisances diverses (poussière, bruit, odeurs)
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché

8. DOE / DIUO (clauses communes C.C.A.P.)

Par dérogation à l'article 40.1, le titulaire transmet le DOE et le DIUO au maître d'œuvre pour visa dans un délai d'un mois suivant la date de réalisation des opérations préalables à la réception.

Contenu et quantité du DOE :

en complément des prescriptions indiquées aux C.C.T.P. et à l'article 40 du C.C.A.G., le titulaire transmet les plans de recollement au format .dwg et les constats d'évacuation des déchets.

Les documents du DOE sont remis sous format numérique (lien de téléchargement et clé USB)

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera également remis au coordonnateur S.P.S. sous le format que celui-ci aura décidé pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Une retenue provisoire pour retard dans la remise des documents à fournir après exécution du montant indiqué ci-dessous sera opérée sur le dernier décompte. Elle sera appliquée sans mise en demeure préalable et sera restituée après la remise complète des documents. Une pénalité de 100 € sera appliquée par jour calendaire de retard dans la remise complète des documents et déduite de la retenue provisoire à restituer. La pénalité est applicable à partir du lendemain de l'expiration du délai. Il est précisé que les documents seront réputés complets sous réserve de leur conformité attestée par visa du maître d'œuvre. A défaut, les pénalités continuent à courir tant que les documents ne seront pas jugés conformes.

Montant de la retenue : 5% du montant TTC du lot tel qu'inscrit à l'acte d'engagement

9. Compte prorata

La tenue du compte prorata est confiée à l'entreprise du Lot 1 – Lot Aménagements intérieurs. Cette entreprise constituera la commission de gestion du compte prorata chargée de la surveillance des dépenses communes et affectation.

Une convention de compte prorata assortie du devis prévisionnel des dépenses sera proposée aux entreprises des autres corps d'état qui devront obligatoirement la viser et l'approuver sous 15 jours après mise au point et diffusion de cette convention par l'entreprise de gros œuvre. Cette convention sera également soumise à l'avis consultatif du maître d'œuvre et du coordonnateur sécurité.

La convention de compte prorata sera applicable de plein droit à la fin de ce délai, à toutes les entreprises ayant ou non approuvé la dite convention.

Les entreprises sont réputées avoir inclus dans leur prix forfaitaire la rémunération du compte prorata et auront obligation de se soumettre aux échéances des paiements émises par l'entreprise chargée de la tenue du compte prorata. Les dépenses seront affectées comme suit :

Nature de la dépense	Exécuté par	Affectation des dépenses
Prestations Extérieures à l'établissement		
Clôtures <i>Panneaux bac acier laqués opaques sur la périphérie de la base vie et clôtures type Héras en périphérie de la zone de stockage (matériaux containers), compris maintenance, et dépose en fin de travaux</i>	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Lot 1– Aménagements Intérieurs
Panneau de chantier <i>Fourniture et mise en place selon modèle du Maître d'Ouvrage conforme à la réglementation et prescriptions du Maître d'œuvre.</i>	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Lot 1– Aménagements Intérieurs
Bureaux de chantier <i>Cloisonnement, électricité et alimentation et évacuation pour l'aménagement</i> <i>- d'une salle de réunion de 20 personnes,</i> <i>- Un sanitaire homme,</i> <i>- Un sanitaire femme.</i> <i>Entretien et nettoyage périodique.</i> <i>Éclairage et consommable.</i> <i>Ces locaux seront livrés avec les installations de chauffage et d'éclairage, garnis du mobilier nécessaire.</i>	Installations existantes	Installations existantes
Branchements provisoires d'eau <i>Création d'un branchement sur réseau concédé jusqu'aux installations communes de chantier.</i> <i>Maintenance des installations et consommations</i>	Non concerné	Non concerné
	Non concerné	Non concerné
Branchements provisoires d'électricité <i>Création d'un branchement sur réseau concédé jusqu'aux installations communes de chantier.</i> <i>Maintenance des installations et consommations</i>	Non concerné	Non concerné
	Non concerné	Non concerné

Nature de la dépense	Exécuté par	Affectation des dépenses
Maintenance et entretien des voiries de circulations au pourtour de l'établissement	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Prorata
Installations communes d'hygiène (sanitaires) conformes à la réglementation - Location, démontage compris déplacement éventuel <i>Nettoyage et entretien périodiques. Consommables et Fluides</i>	Installations existantes Lot 1– Aménagements Intérieurs	Installations existantes Prorata
Installations vestiaires, réfectoires <i>Les locaux devront toujours satisfaire aux besoins croissants du nombre d'ouvriers et être conformes à la réglementation.</i> <i>Entretien et maintenance. Consommables</i>	Installations existantes Lot 1– Aménagements Intérieurs	Installations existantes Prorata
Repli des installations provisoires de chantier installées. <i>Dito installés par les corps d'état</i>	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Lot 1– Aménagements Intérieurs
Évacuation des gravats : <i>Mise en place de bennes, enlèvement des gravois par camions bennes bâchées, transport et droits de décharge pendant la durée totale du chantier</i>	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Prorata
Nettoyage ordonné par le Maître d'œuvre suite à la défaillance des entreprises	Ent. extérieure	A charge des défailants si identifiés sinon Prorata
Éclairage de chantier et Armoires de chantier (1 par zone de travaux au minimum)	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Lot 1– Aménagements Intérieurs
Gestion du compte interentreprises. <i>Règlement des dépenses. Établissement convention. Organisation générale du chantier et suivi de l'application des décisions du Comité de contrôle</i>	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Lot 1– Aménagements Intérieurs

Nature de la dépense	Exécuté par	Affectation des dépenses
Prestations Intérieures à l'établissement		
Confinements de Chantier <i>Réalisation de confinement de chantier afin de protéger les zones non impactées par les travaux contre la poussière, y compris toutes sujétions de réalisation pour dépose et repose de faux plafonds, protection du sol et dépose de ceux-ci à la fin de chaque phase de travaux nettoyage, enlèvement des gravas, remise en état.</i>	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Lot 1– Aménagements Intérieurs
Électricité (réseau intérieur) <i>A partir du coffret général de chantier, mise en place de coffrets comprenant un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2 x 10/16 A+T, et une prises 3x32A+T. Éclairage du chantier en zones de travaux Maintenance et déplacements. Consommation</i>	Lot 3– Électricité	Lot 3– Électricité Prorata
Eau (réseau intérieur, y compris son évacuation) <i>A partir de points d'eau dans les zones de travaux, installation d'un tuyau souple cheminant en faux plafond.</i>	Lot 4– CVC	Lot 4– CVC
Nettoyage avant réception <i>pour les réceptions partielles et définitives (sols, vitrages, installations techniques.....)</i>	Lot 2– Sols Souples - Peintures	Lot 2 – Sols Souples - Peintures
Nettoyage de livraison	Lot 2– Sols Souples - Peintures	Lot 2 – Sols Souples - Peintures
Nettoyage des Zones Communes Chantier / Établissement	Ent. Spécialisée en nettoyage, sous contrôle du Lot 1– Aménagements Intérieurs	Prorata
Réparation des dégradations aux ouvrages existants	Entreprises concernées	Aux responsables si identification formelle dûment constatée par 2 témoins extérieurs aux entreprises concernées, sinon entreprises concernées

Nature de la dépense	Exécuté par	Affectation des dépenses
Informations et Signalisations des sens de circulation du public, suivant phasage de chantier	Lot 1– Aménagements Intérieurs	Lot 1– Aménagements Intérieurs

L'entreprise du Lot 1– Aménagements Intérieurs fera l'avance des frais communs qui lui seront impartis. En cours de chantier, elle pourra demander des avances aux autres entrepreneurs.

Le compte pro-rata sera épuré lorsque la réception aura été prononcée pour les travaux de tous les corps d'état.

L'entreprise effectuera alors, la répartition des dépenses proportionnellement aux montants des décomptes finaux des marchés des entrepreneurs ou par affectation directe dans certains cas.

Les frais de tenue des comptes et avances de fonds sont réputées être inclus dans la remise d'offre du Lot 1– Aménagements Intérieurs au titre de la gestion du compte prorata.

L'entreprise du Lot 1 devra mettre à la disposition de l'ensemble des entrepreneurs l'état définitif du compte pro-rata récapitulatif et justifiant les dépenses.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses Prorata, l'action du Maître d'Œuvre ou OPC sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.